

d'Antoine Basbous

Iran-Israël : l'année de tous les dangers

Les négociations de Vienne sur le nucléaire iranien ne peuvent pas s'étérniser. Car pendant que les diplomates parlementent, les centrifugeuses iraniennes produisent de l'uranium enrichi à 60 % au lieu des 3,67 % autorisés par l'accord de 2015, signé par l'Iran. Sa dénonciation par Donald Trump aura été contre-productive.

L'influence iranienne n'a cessé de croître au Levant. Sa poussée hégémonique produit un chaos structuré. Ses milices ont désintégré les institutions étatiques pour mieux les remplacer. Et ce, malgré un millefeuille de sanctions qui frappe la République islamique depuis 1979. Elle a résisté et consolidé son influence en contrôlant, par la ruse et la force, quatre capitales arabes, au prix d'immenses sacrifices infligés à sa propre population.

L'issue des négociations de Vienne aura des retombées majeures. Un succès serait synonyme de « visa » pour les Etats-Unis pour poursuivre leur retrait de la région, piteusement entamé en Afghanistan, laissant orphelins des régimes qui avaient vécu sous parapluie américain. Son corollaire est d'assister à une compétition pour remplir le vide.

En raison de ses réseaux, de son idéologie, de sa propagande valorisant le combat contre Israël et surtout de sa détermination messianique, l'Iran est l'Etat le mieux placé. Il a déjà prépositionné milices, missiles et drones autour d'Israël en faisant de l'éradication de l'Etat hébreu la raison d'être de son « axe de la résistance ». Cette menace n'est pas que rhétorique. L'Iran

a développé des missiles et des drones et en a confié des dizaines de milliers au Hamas, au Hezbollah et à ses milices en Syrie, en Irak et au Yémen. Après la frappe chirurgicale contre Aramco en Arabie, celle d'Abou Dhabi atteste des capacités iraniennes. Les Pasdaran ont diffusé une vidéo simulant la destruction de la centrale nucléaire israélienne de Dimona. Cette fiction prolonge les sabotages entre les deux pays et les fréquents raids menés par Israël contre les bases iraniennes en Syrie et en Irak, sous le regard bienveillant de Moscou et Washington.

La capacité d'Israël à mener une frappe contre l'Iran ne fait aucun doute.

Mais osera-t-il sans le feu vert américain ?

Malgré ces accrochages et la spectaculaire exécution du général Qassem Soleimani, en janvier 2019, la montée en puissance de l'Iran n'a pas été entravée de manière significative. Ses programmes balistique, spatial ou nucléaire n'ont cessé de progresser. Si Washington semble pressé de conclure un accord, et si les Arabes ont plié, Israël reste le seul obstacle au fait accompli. Mais en dépit de la signature, en 2020, de quatre accords de « normalisation » avec des pays arabes, l'Etat hébreu reste

isolé sur la scène internationale. Est-il trop tard pour que Tel Aviv agisse alors que Joe Biden est plus soucieux de déployer son armada dans le Pacifique pour contenir la Chine que de s'enliser dans de nouveaux conflits stériles en terre d'Islam ? N'étant plus dépendant du pétrole du Golfe, Washington peut se détourner du Moyen-Orient.

La capacité d'Israël à mener une frappe dévastatrice contre les installations iraniennes enterrées ne fait pas de doute. Mais osera-t-il sans le feu vert des Etats-Unis, alors que son armée reste passive quand les milices de Téhéran attaquent leur ambassade à Bagdad et leurs bases en Irak ? A-t-il le souffle nécessaire pour prolonger ses frappes dans la durée ? Israël sait que les milices de l'Iran répliqueraient et submergeraient son dispositif défensif. En mai 2021, les roquettes du Hamas n'avaient pas été interceptées dans leur totalité. Si le Hezbollah et autres se joignent aux frappes, les centres névralgiques d'Israël pourraient souffrir.

Seule puissance nucléaire du Moyen-Orient, Israël est contraint à un choix stratégique : se résigner à être assiégé par les missiles et les drones iraniens en renonçant à sa légendaire dissuasion, ou tenter une attaque qui déboucherait sur un conflit régional entraînant l'implication des Etats-Unis. Incontestablement, 2022 sera décisive. Et la dissuasion pourrait changer de camp.

Antoine Basbous est fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes.